

Nous savons qu'il a d'autres objectifs à atteindre; mais je suis persuadé que les Canadiens ne voudront pas qu'on les atteigne au détriment des affamés dans le monde.

Des voix: Bravo!

Mme Pauline Jewett (New Westminster-Coquitlam): Monsieur le Président, je tiens moi aussi à dire au ministre que la réaction du gouvernement aux préoccupations de la population canadienne est admirable. Je suis persuadée que le ministre et son gouvernement sont aussi conscients que nous, de ce côté-ci, du grand intérêt que les Canadiens ont manifesté par leurs appels téléphoniques et leurs dons en argent. Cette générosité pour les victimes de la famine en Afrique n'est pas toute nouvelle mais dure depuis un certain temps. Elle a sans doute atteint un sommet dans les derniers mois puisque nous vivons maintenant dans une société de village global. Lorsque la télévision capte la misère et l'horreur qui sévissent dans une partie du monde, nous en sommes tout de suite informés. La télévision a porté de façon précise et très sérieuse à notre attention le sort malheureux de littéralement des millions d'affamés en Éthiopie et, en fait, dans au moins sept autres pays d'Afrique.

Nous sommes heureux que le ministre ait annoncé aujourd'hui la création d'un fonds spécial de cinquante millions de dollars, dont une partie encore indéterminée servira à fournir des subventions équivalentes aux organisations et particuliers du secteur privé qui ont réagi devant cette situation tragique.

J'ai été heureuse aussi d'entendre le ministre dire qu'il avait déjà pris des mesures pour assurer une meilleure coordination entre les pays donateurs. Il a dit, je crois, qu'il avait écrit aux chefs d'État du Sommet économique et à des fonctionnaires de l'ONU en vue de déterminer si l'on pouvait assurer une meilleure coordination des donateurs.

Je sais bien que le ministre ne peut pas fournir une réponse dès maintenant, mais je voudrais qu'il nous fasse savoir à un moment donné s'il a aussi consulté d'autres pays donateurs du bloc occidental et même de l'Europe de l'Est sur la possibilité de coordonner leurs activités dans le cadre d'un programme à long terme d'aide au développement.

Mon collègue, le député de Comox-Powell River (M. Skelly), me rappelle que c'était là une des préoccupations premières du gouvernement lorsqu'il était avec le ministre à Addis-Abeba. La nécessité de mieux coordonner l'aide au développement à long terme ne l'emporte pas sur le règlement de la crise immédiate—car il est essentiel de régler celle-ci—mais elle touche à des problèmes plus profonds et plus persistents. Voilà plus de 13 ans que le rapport de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) nous a prévenus que 22 des 50 pays d'Afrique souffraient déjà de pénuries alimentaires catastrophiques. L'ancien ministre de l'Agriculture, Eugene Whelan, en était conscient. Je crois savoir qu'il a essayé de persuader le gouvernement précédent de réagir à cette situation, mais en vain.

Le gouvernement actuel est au courant du rapport de la FAO signalant que l'Afrique connaît actuellement la pire sécheresse du siècle. Bien que notre aide d'urgence soit précieuse et valable, le ministre sait fort bien qu'elle ne résoudra pas le problème à long terme.

J'espère que le ministre nous dira également s'il est le moins assuré que le fonds spécial d'aide d'urgence viendra bien en aide à ceux qui en ont besoin. Je croyais qu'il en aurait parlé dans sa déclaration d'aujourd'hui. Je crois comprendre

Déclarations de ministres

que la famine revêt les proportions les plus graves en Érythrée et au Tigré, et pourtant la guerre civile y fait rage. A-t-il la moindre assurance que l'aide ira à ceux qui en ont le plus besoin?

On a déjà demandé au ministre de préciser d'où proviendront exactement les 50 millions de dollars, mais je voudrais savoir quel rapport ce montant peut avoir avec les compressions de 180 millions au chapitre de l'aide au développement international annoncées pour l'année financière en cours. Ces compressions demeureront-elles les mêmes ou ont-elles maintenant diminué de 50 millions? Il me paraît important que nous sachions cela également.

Un troisième point que le ministre n'a pas abordé a trait à l'influence que le gouvernement pourrait exercer pour aider à faire cesser la guerre civile. Ne se préoccupe-t-il pas sérieusement...

M. le Président: Je regrette vivement d'interrompre la députée, mais la tradition est très claire: le temps de réponse des porte-parole des partis d'opposition ne devrait pas excéder celui de la déclaration du ministre. La députée pourrait-elle conclure brièvement ses observations?

Mme Jewett: C'est ma dernière question, monsieur le Président. Le ministre le sait sûrement, plus du tiers du budget de l'Éthiopie est consacré aux dépenses militaires. A-t-il fait un effort pour persuader le gouvernement éthiopien de prendre au sérieux le rapport de la Commission Brandt et d'adopter une attitude aussi constructive que possible pour mettre fin à la guerre civile en Éthiopie?

● (1220)

[Français]

M. le Président: L'honorable député de Shefford (M. Lapierre) désire-t-il poser une question?

M. Lapierre: Oui, monsieur le Président. Il s'agit justement de la question de l'argent. Je pense qu'on a tous été témoins de la coupure qui a été faite par le ministre des Finances (M. Wilson) la semaine dernière. Et je veux avoir l'assurance du secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Clark) que les 50 millions dont il parle étaient 50 millions à dépenser non pas dans une période de «x» années, mais très bientôt, et si c'est en fait un retrait sur les 180 millions. Est-ce qu'à partir de maintenant on peut dorénavant dire aux Canadiens que la coupure sur l'aide au développement international est de 130 millions et non pas de 180 millions?

M. Clark (Yellowhead): Monsieur le Président, peut-être que ce que je puis faire, c'est d'indiquer les sources des 50 millions de dollars: 28 millions de dollars proviennent d'une restauration des réductions commandées par l'ancien gouvernement dirigé par l'actuel chef de l'opposition (M. Turner). Il y a une restauration des sommes réduites, éliminées par l'ancien gouvernement, et 28 millions de dollars de cela sont dirigés maintenant vers le fonds de l'Afrique. Environ 13 millions de dollars, c'est l'argent réalisé par les réductions annoncées récemment par le ministre des Finances. Le reste des sommes du fonds proviennent des engagements canadiens envers les institutions financières internationales qui ne sera pas dépensé cette année par les institutions internationales.